



EVALUATION QUALITY ASSURANCE SYSTEM

Office Of Evaluation
Measuring Results, Sharing Lessons

EVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITES DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (PAM) EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (RDC) 2009-2013

TABLE DES MATIERES

1. Contexte.....	1
1.1. Introduction.....	1
1.2. Contexte du pays	1
2. Raisons de l'Evaluation	2
2.1. Rationnel	2
2.2. Objectifs	2
2.3. Parties prenantes et utilisateurs de l'Evaluation.....	2
3. Sujet de l'Evaluation	3
3.1. Portefeuille du PAM en RDC	3
3.2. Portee de l'Evaluation.....	3
4. Questions clefs de l'evaluation, Approche et Methodologie.....	4
4.1. Questions clefs de l'évaluation	4
4.2. Analyse de l'évaluabilité du portefeuille.....	4
4.3 Méthodologie.....	4
4.5 Assurance qualité.....	4
5. Organisation de l'Evaluation	5
5.1. Phases et Produits	5
5.2. Equipe d'évaluation et Expertise.....	5
5.3. Roles and Responsabilités	5
5.4. Communication	5
5.5. Budget.....	5
Annexes.....	
Annexe 1: Détails des étapes de l'évaluation	
Annexe 2: Description du portefeuille 2009 - 2013	
Annexe 3: Plan Strategique du PAM 2008-2013 et Objectives	
Annexe 4: Parties prenantes externes	
Annexe 5 : Carte du pays	
Annexe 6 : Indicateurs standard du pays	
Annexe 7: Les Projets du PAM depuis 1965	
Annexe 8: Bibliographie	

1. Contexte

1. Le but de ces termes de référence (TOR) est de fournir aux parties prenantes les éléments d'information essentiels sur l'évaluation proposée; de servir de guide à l'équipe d'évaluation et d'indiquer l'état d'avancement attendu aux différentes phases du processus. Les TOR s'articulent comme suit: le chapitre 1 indique le contexte de l'évaluation; le chapitre 2 précise la raison d'être, les objectifs, les parties prenantes et les principaux utilisateurs de l'évaluation; le chapitre 3 décrit le portefeuille d'activités du PAM et définit la portée de l'évaluation; le chapitre 4 recense les principaux points à considérer; le chapitre 5 expose la méthode d'évaluation, et le chapitre 6 indique comment l'évaluation sera organisée. Les annexes fournissent des informations supplémentaires sur la République Démocratique du Congo (RDC) sur le portefeuille du PAM dans ce pays.

1.1. Introduction

2. Les évaluations de portefeuille pays (EPP) couvrent la totalité des activités liées à l'exécution des programmes du PAM durant une période donnée. Elles mesurent la performance et les résultats obtenus pour l'ensemble du portefeuille et donnent des indications factuelles qui permettront de prendre des décisions stratégiques concernant le positionnement du PAM dans un pays, les partenaires stratégiques ainsi que la conception et l'exécution des opérations. Les évaluations de portefeuille pays aident les bureaux de pays (BP) à préparer le document « Stratégies du Pays » et fournissent des leçons qui peuvent être utilisées dans la conception de nouvelles opérations.

1.2. Contexte de la République démocratique du Congo (RDC)

3. Le Congo s'étend de l'océan Atlantique au plateau de l'Est et correspond à la majeure partie du bassin du fleuve Congo. Le pays partage ses frontières avec l'enclave de Cabinda (Angola) et la République du Congo à l'ouest, la République centrafricaine et le Sud Soudan au nord, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie à l'est, la Zambie et l'Angola au sud. Voir la carte du pays en annexe 5.

4. Avec une population estimée à 70 millions d'habitants (DSRP-II) en 2011, la RDC est l'un des pays les plus pauvres du monde avec une incidence de la pauvreté estimée à 71,3%¹ et des inégalités très marquées contrastant avec ses multiples et diverses richesses. De plus, le pays est classé parmi les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) et les pays les moins avancés (PMA). Cette situation s'explique surtout par des décennies de guerre civile et des conflits communautaires aux effets dévastateurs qu'a connus le pays. Malgré l'accélération de la croissance et la baisse des pressions inflationnistes ainsi que la relative stabilité monétaire, la situation sociale est restée préoccupante en 2012. Dotée d'immenses ressources naturelles variées, la RDC figure pourtant au bas du classement du Programme des Nations Unies pour le Développement² avec un indice du développement humain (IDH) extrêmement bas en 2012. Le pays occupe la dernière place (186^e), comme le Niger.

5. Le contexte politique reste marqué par les conflits récurrents que connaît le pays depuis plusieurs décennies. La contestation du verdict des élections de novembre 2011 qui ont, de nouveau, porté le président Joseph Kabila à la tête du pays, ainsi que les violences qui ont secoué les provinces orientales contribue à prolonger l'environnement instable de la RDC. Ce différend et des divisions au sein des partis de l'opposition ont retardé le lancement des activités de l'Assemblée nationale. D'autre part, un groupe rebelle dénommé

¹ Rapport sur le Développement Humain, PNUD, 2012

² Idem.

M23 (Mouvement du 23 mars) a vu le jour à l'Est du pays en 2012 et revendique le respect des accords signés entre le gouvernement et l'ancien mouvement rebelle Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP) dont il est issu. L'environnement politique dépendra de l'issue des négociations en cours entre le gouvernement et les rebelles.

6. Au cours des deux dernières décennies, la structure de l'économie de la RDC n'a pas fondamentalement changé. Elle reste tributaire de l'exploitation minière et l'agriculture de subsistance. Les ressources publiques provenant de l'exploitation minière sont dérisoires au regard du potentiel du pays. Les sérieux problèmes alimentaires auxquels est confrontée la population attestent de la faible productivité du secteur agricole. En 2012, l'agriculture représentait 40 % du PIB et les industries extractives, 12%. Environ 70% de la population vit en milieu rural et dépend de ces activités. Les recettes d'exportation du pays proviennent en outre essentiellement des produits miniers (88% en 2012).

7. Les violations des droits humains, – résultat des conflits armés – en particulier des enfants et des femmes, ont eu des répercussions très profondes au sein des populations. Les violences sexuelles basées sur le genre sont importantes et les femmes continuent de faire face à de nombreuses discriminations, particulièrement dans les domaines légal, social, de l'éducation et de la santé. La prévalence du VIH demeure très élevée en raison de la prostitution et des violences faites aux femmes. Le chiffre pourrait s'élever à 20-22% dans les provinces orientales où il y a encore des conflits. Bien qu'il existe un cadre légal régissant les violences sexuelles et discriminatoires à l'égard des femmes⁴, celui-ci est peu ou pas mis en oeuvre.

8. Selon OCHA, la RDC occupe le 3^{ème} rang des pays au monde touchés par les déplacements internes de ses populations. Dans l'est de la RDC, la majorité des personnes déplacées internes (PDI) que l'on estime en 2012 à 2,4 millions vivent une situation de déplacement prolongé et multiple depuis de nombreuses années du fait des conflits prolongés dans le pays. Alors que certains d'entre eux étaient déjà déplacés dans la zone de Masisi au Nord Kivu depuis 1993, d'autres afflux massifs ont eu lieu suite au génocide rwandais en 1994 et à la première guerre du Congo en 1996. Pratiquement 20 ans après le premier conflit dans les Kivus, le nombre des DPI a continué d'augmenter reflétant la détérioration continue de la situation sécuritaire. Les provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu, historiquement les plus grands foyers de personnes déplacées, ont représenté 65% des déplacés au dernier trimestre de 2012. OCHA note également que les augmentations moyennes par trimestre avoisinent près de 200.000 soit le double des chiffres enregistrés en 2011. Le nombre de personnes retournées a également crû de plus de 260.000 personnes depuis le début de l'année, indiquant une meilleure confiance des populations, bien que l'ampleur reste encore marginale.

9. De manière générale, les indicateurs sociaux sont préoccupants (voir en annexe 6). L'éducation et les infrastructures scolaires sont insuffisantes et, dans la plupart des cas, inaccessibles. Du fait de la carence de l'État, le système éducatif en RDC est essentiellement financé par les parents. Les contraintes majeures se déclinent en (i) une couverture relativement faible au niveau primaire, avec de grandes inégalités dans l'accès, (ii) une grave détérioration de la qualité de l'éducation à tous les niveaux (iii) un système d'administration scolaire lourd et désuet et (iv) un très bas niveau de dépenses et un système de financement inefficace et inéquitable. Le taux d'alphabétisation des adultes est de 67% (Banque Mondiale 2009) seulement et selon les résultats de l'enquête MICS 2010, le taux d'alphabétisation chez les jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans est de 51%. Selon le même rapport, le taux net de fréquentation l'école primaire est de 75%. Le programme

3WFP's Global Gender Policy 2009: A Policy Evaluation DRC Country Office Field Study

4Law 06/018 2006 rose the minority age for marriage from 14 to 18 years old and identified early marriage as a form of sexual abuse. It also instituted severe punishments

national prévoit l'école universelle à l'horizon 2015, mais l'objectif ne paraît malheureusement pas crédible. Toutefois, le gouvernement s'est engagé, dans son programme d'actions 2012-2016, à améliorer l'accessibilité, l'équité et la rétention ainsi que la qualité et la pertinence de l'enseignement. Il entend par ailleurs, généraliser, dans toutes les provinces, la suppression du paiement des frais scolaires au niveau primaire.

10. La situation sanitaire est restée préoccupante en raison d'un environnement insalubre, d'un important déficit nutritionnel et d'un accès difficile à l'eau potable. Le taux de mortalité infantile est passé de 12,4% en 1990 à 11,2% en 2011, le taux de mortalité maternelle de 800 décès pour 100.000 naissances vivantes en 1990 à 2.000 décès pour 100.000 naissances en 2013, l'espérance de vie est passée de 45,7 ans en 2000 à 48,7 ans 2013 contre une moyenne africaine de 55 ans et l'accès aux services de santé de base est inférieur à 26%. Le paludisme fait des ravages en RDC. De plus, des maladies autrefois éradiquées comme la trypanosomiase, la lèpre et la peste ont resurgi, et la pandémie du VIH/sida touche 2,6% de la population. Selon les dernières estimations, environ 750.000 enfants ont perdu au moins un de leurs parents en raison du sida⁶. Cette situation perdure depuis déjà des décennies.

11. Selon les résultats de l'enquête MICS, 10,7% des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë, dont 5,2% sous la forme sévère. La RDC serait le 3^{ème} pays au monde avec le plus grand nombre de décès d'enfants de moins de 5 ans et la malnutrition y contribue beaucoup. Les régions les plus touchées par la malnutrition aiguë sont celles du Kasai Oriental (12.9%), Kasai Occidental (14.9%), Province orientale (12.6%), Equateur (13.4%), Bandundu (14.4%), et Bas Congo (10.6%) où les taux atteignent ou dépassent le seuil critique de 10%. Environ 43% des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique dont 22% sous la forme sévère. Dans certaines provinces, la prévalence de la malnutrition chronique atteint 58%. En ce qui concerne le sexe, on ne constate pas d'écart important entre les garçons (47.3%) et les filles (39.5%). Un enfant de moins de cinq ans sur quatre (24.2%) souffre d'insuffisance pondérale 17 % sous la forme modérée et 8.4% sous la forme sévère. L'insuffisance pondérale est plus élevée en milieu rural qu'urbain (29% contre 19%) et atteint 31% dans deux provinces (Sud-Kivu et Kasai Oriental).

La politique sanitaire du Gouvernement Congolais se décline à travers la Politique Nationale de la Santé et le Plan Directeur de Développement Sanitaire 2011-2015 dont l'une des priorités est l'amélioration de l'accès des populations aux interventions essentielles de santé avec un accent particulier sur la santé maternelle, infanto-juvénile et de nutrition. La RDC a adhéré au mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) le 30 mai 2013 et a révisé sa politique nationale de nutrition.

12. La situation alimentaire dans le pays est très précaire et se dégrade d'année en année. Selon les résultats des analyses IPC effectuées en Juin 2013 montrent que les indicateurs de sécurité alimentaires en RDC restent d'une manière générale alarmante et se sont même détériorés pour certaines parties du pays notamment dans les zones affectées par les déplacements de population. On estime notamment à 6,4 millions le nombre de personnes (soit près de 10% de la population rurale du pays) en situation de crise ou d'insécurité aiguë. Cette situation s'explique notamment par: la pauvreté, l'insécurité, l'enclavement (manque d'infrastructures de communication, forte détérioration des pistes de desserte agricole, etc.), la très faible productivité agricole (manque d'intrants de qualité, de services agricoles adéquats, etc.), le faible accès aux services sociaux de base (éducation, santé, eau, hygiène, voie de communication), la persistance des maladies des plantes et des animaux.

5 Ibid.

6 Perspectives économiques en Afrique, RDC, 2012

13. L'insécurité, les facteurs politiques, les conflits communautaires et les risques naturels contribuent aussi à la vulnérabilité des ménages. Tous ces risques se situent dans un contexte où l'agriculture est encore traditionnelle et contribue presque au deux tiers de la consommation alimentaire des ménages. Les principales ressources agricoles sont les cultures céréalières, les tubercules, le café, le bois et le caoutchouc. Selon l'Analyse Globale de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité faite par le PAM (CFSVA) en 2008, l'agriculture est l'activité principale de 92.6% des ménages ruraux (jusqu'à 97,1% dans le Bas-Congo) et contribue à près de 64.4% dans la consommation alimentaire des ménages dans le monde rural.

14. Le Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA)⁷ est le cadre de mise en oeuvre de la politique gouvernementale en matière de Sécurité Alimentaire dont les objectifs spécifiques visent à (i) accroître les volumes des productions en améliorant la productivité; (ii) diversifier les productions et sécuriser les systèmes de production; (iii) améliorer les techniques de stockage et l'accès aux denrées alimentaires; (iv) renforcer les capacités des structures d'appui aux producteurs; et (v) améliorer les capacités des ménages et des communautés dans les domaines de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

15. La RDC est également confrontée aux défis logistiques qui demeurent considérables, essentiellement du fait de la taille du pays et du délabrement généralisé des infrastructures de transport. Avec un territoire de 2.345.000 km² la RDC est le deuxième pays le plus grand d'Afrique. Les chefs-lieux de provinces se trouvent à une distance moyenne de 1.700 kilomètres de Kinshasa, la plus proche étant Matadi à une distance de 346 kilomètres et la plus éloignée étant Bukavu à 2.749 kilomètres. La RDC dispose de réseaux routiers, fluvial et aérien relativement importants mais peu ou pas entretenus, la réhabilitation du réseau routier primaire et secondaire (dessertes de voies agricoles) demande des investissements importants et la capacité du Gouvernement à financer des travaux d'entretien régulièrement. Cette situation a pour conséquence, la réduction des échanges commerciaux entre les entités économiques locales et régionales; l'enclavement de certaines entités provinciales augmentant le niveau de paupérisation; l'augmentation des accidents dans l'exploitation des différents réseaux et surtout l'accroissement des délais et des coûts d'acheminement des produits des centres de production et d'approvisionnement aux centres de consommation.

2. Raisons de l'Évaluation

2.1. Rationnel

16. La RDC a été sélectionnée pour une évaluation indépendante conduite par le Bureau de l'Évaluation (OEV). Cet exercice fait partie des évaluations de portefeuille de pays portant sur l'ensemble des activités du PAM pendant une période donnée. Selon des critères de sélection définis pour les EPP et après des consultations avec le Bureau Régional, une évaluation de portefeuille de la RDC a été identifiée et prévue dans le plan de travail 2014 du bureau d'évaluation (OEV).

17. Dans le cas de la RDC, le portefeuille des activités du PAM est assez important, avec 8 opérations d'assistance alimentaire mises en œuvre au cours de la période sous revue en utilisant des modalités variées (distributions en nature, cash ou coupons). À la demande du bureau de pays, l'EPP sera utile pour orienter la stratégie et les priorités du PAM en RDC et contribuera à la préparation de documents stratégiques et opérationnelles. L'évaluation du portefeuille en RDC permettra aussi de tirer des enseignements susceptibles de présenter un intérêt plus large pour le PAM au niveau global. L'évaluation du portefeuille d'activités

⁷ PNSA, version amendée du 16 Décembre 2010

du PAM en RDC portera sur la période 2009-2013. Le rapport final de l'évaluation du portefeuille de la RDC sera disponible en Aout 2014 pour contribuer au debat lors de la session du Conseil d'Administration du PAM en Novembre 2014.

2.2. Objectifs

18. L'évaluation a un double objectif, à savoir de rendre compte des performances passées et d'en tirer les enseignements pour le futur:

- Evaluer et faire connaitre la performance et les résultats du portefeuille d'activités dans le pays compte tenu du mandat du PAM et des défis et enjeux de l'assistance humanitaire et du développement en RDC; et
- Déterminer les raisons des réussites/échecs constatés, en tirer les enseignements et partir de ce constat pour faire des recommandations qui permettront au BP du PAM de se positionner en RDC, de former des partenariats stratégiques et d'améliorer le cas échéants la conception et l'exécution des opérations. Ce dernier objectif fera l'objet d'une attention plus soutenue de la part des de l'équipe d'évaluation afin de consolider les processus de planification stratégique en cours dans le pays.

2.3. Parties prenantes et utilisateurs de l'Evaluation

19. Les principaux utilisateurs de cette évaluation sont le BP du PAM en RDC ainsi que ses partenaires au niveau national. L'EPP contribuera a la préparation de futures opérations, priorités et stratégies de pays.

20. Le tableau ci-dessous présente une première liste des parties prenantes ainsi que leurs intérêts pour l'évaluation. L'annexe 4 presente une liste préliminaire des parties prenantes. Une analyse plus approfondie sera développée par l'équipe d'évaluation lors de la phase initiale. Comprendre les partenaires clés, leurs priorités et intérêts est déterminant pour répondre à certaines questions de l'évaluation.

Tableau 1. Parties prenantes de l'évaluation

Parties prenantes INTERNES	Role et Intérêt dans l'évaluation
Le Bureau de pays (BP) du PAM en RDC	L'essentiel pour le BP est de pouvoir construire sa politique en RDC dans les années à venir sur la base de son positionnement stratégique. Le BP est intéressé par l'évaluation dans la mesure où il est responsable de la programmation et de la mise en œuvre des interventions du PAM en RDC. Les résultats et recommandations lui permettront de repositionner le PAM par rapport au contexte de la RDC et de réajuster la programmation et la mise en œuvre de ses activités. Il utilisera les constats pour formuler ses documents stratégiques.
Le Bureau Régional (OMJ) et les unités techniques du Siège du PAM	Le Bureau Régional est la structure d'appui aux bureaux de pays. Son intérêt est de tirer les enseignements de l'évaluation et d'en faire bénéficier les autres opérations. Les résultats de l'évaluation de la RDC pourront améliorer leur approche dans la région. Le Siège à Rome, à travers le Bureau d'Évaluation (OE), est l'initiateur de cette évaluation. Les divisions telles que RMP (Performance & Accountability Management), Programme, Logistics, Procurement, etc. seront intéressées par les leçons de l'évaluation du portefeuille d'activités au en RDC.
Le Conseil d'Administration	Les résultats de l'évaluation seront présentés au Conseil d'Administration du PAM en Novembre 2014 pour rendre compte de la performance du portefeuille d'activités du PAM en RDC pendant la période sous revue.
Les bénéficiaires	En tant qu'ultimes bénéficiaires de l'assistance alimentaire, les bénéficiaires ont intérêt à participer au processus et à connaître les résultats de l'évaluation car ils constituent la mémoire du PAM en RDC. Ils seront consultés durant le processus notamment, pendant la mission sur le terrain.
Parties prenantes EXTERNES	
Le Gouvernement de la RDC	Le Gouvernement de la RDC est le maître d'œuvre de toutes les actions dans le pays. Il est directement intéressé de connaître la manière dont les activités du PAM sont alignées avec ses priorités et celles de autres partenaires. Et plusieurs Ministères sont des partenaires directs du PAM tant au niveau politique qu'opérationnel. Les structures décentralisées au niveau régional et local sont également intéressées à connaître les performances des activités et les leçons à apprendre.
L'équipe de pays des Nations Unies en RDC	Le PAM collabore avec plusieurs agences des Nations Unies. Elles seront directement intéressées par les résultats l'évaluation, notamment dans le cadre global de l'UNDAF. Les agences des NU ont tout intérêt à ce que les opérations du PAM contribuent effectivement aux efforts communs dans le pays. Certaines agences telles que le HCR, l'UNICEF et la FAO des partenaires directs du PAM tant au niveau politique qu'opérationnel.
Les Organisations Non Gouvernementales (ONG)	Plusieurs ONG mènent des activités axées sur la nutrition, l'éducation, la sécurité alimentaire, etc. Celles qui collaborent avec le PAM seront intéressées par les résultats de l'évaluation, notamment en ce qui concerne les performances, les accords de partenariats et l'orientation stratégique future du PAM.
Les bailleurs de fonds	Les donateurs attendent avec intérêt les résultats de l'évaluation du portefeuille de la RDC. Les bailleurs du PAM seront intéressés de savoir si les fonds investis dans les opérations ont été dépensés efficacement et s'ils ont contribué à atteindre les objectifs fixés.

3. Sujet de l'évaluation

3.1. Portefeuille d'activités du PAM en DR Congo

21. Le PAM est présent en RDC depuis 1965 avec une soixantaine d'opérations de toutes les catégories. L'annexe 7 liste l'ensemble des opérations du PAM exécutées depuis l'ouverture du PAM en RDC.

22. L'évaluation du portefeuille d'activités du PAM en RDC portera sur la période 2009-2013 (voir annexe 2). Pendant cette période le Bureau de pays a mis en oeuvre 12 opérations. Dix des 12 opérations seront considérées pour l'évaluation du portefeuille. Les opérations aériennes humanitaires ne feront pas l'objet de l'évaluation. Le portefeuille peut être sub-divisé en trois types d'assistance:

23. **L'assistance alimentaire ciblée** qui vise à: (1) apporter une assistance alimentaire aux victimes de conflits armés et autres groupes vulnérables. Cette assistance est destinée à fournir un appui alimentaire et nutritionnel aux personnes déplacées internes (PDI), aux réfugiés et aux groupes vulnérables particulièrement les femmes et les enfants dans les zones affectées; (2) faciliter l'accès aux marchés et aux services de base (santé/nutrition et éducation); et (3) renforcer la résilience des communautés en insécurité alimentaire et leur capacités à gérer des programmes d'assistance alimentaire et de résister aux chocs. Il s'agit des Intervention Prolongée de Secours et de Redressement (IPSR 200540, 200167 et 106080). Les zones de couverture sont caractérisées par l'instabilité, les déplacements de population, une forte incidence de la malnutrition aigue et d'insécurité alimentaire.

24. En 2009, l'évaluation de l'IPSR 10608.0 a conclu que l'assistance du PAM était appropriée sur le plan programmatique et celui de la couverture géographique. D'après cette évaluation, le projet a eu un impact positif sur l'amélioration de la nutrition des enfants et des taux de mortalités. L'évaluation a recommandé que le PAM concentre ses ressources dans les zones inaccessibles en mettant l'accent sur des activités susceptibles d'être atteintes avec les ressources disponibles. Les évaluateurs ont également recommandé l'accroissement des synergies avec les partenaires, l'introduction de l'usage des espèces et des bons d'alimentation et le renforcement des achats locaux.

25. **Les opérations d'urgence** qui contribuent à sauver des vies et à protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence (objectif stratégique N01 du PAM). Quatre opérations d'urgence dans le portefeuille sont concernées et contribuent à sauver des vies, améliorer la sécurité alimentaire et protéger les moyens de subsistance des réfugiés, PDI, populations hôtes affectées, et autres personnes vulnérables dans diverses régions du pays (EMOP 200547, 200480, 200362, 200186 et 108240). Les opérations d'urgence sont localisées aux zones d'insécurité du Sud et Nord Kivu, le Maniéma, le Katanga et la province orientale.

26. **Les opérations spéciales** qui concernent essentiellement la coordination logistique et l'appui logistique à la communauté humanitaire (SO 200456 et 105560) et le transport aérien humanitaire.

27. En 2012, l'évaluation consacrée au module mondial de la Logistique a jugé que dans l'ensemble, les opérations du module de la logistique étaient extrêmement pertinentes, utiles et efficaces et avaient un effet global positif sur les approches suivies dans le cadre de la logistique humanitaire. L'évaluation a confirmé que l'amélioration des approches touchant la logistique contribuait à renforcer l'exécution des programmes et accentuait les retombées positives pour les bénéficiaires. Certaines recommandations ont été émises en ce qui concerne le renforcement des partenariats par la création d'un groupe consultatif stratégique, et la conception de systèmes et pratiques spécifiques afin de renforcer la transparence, le suivi et la gestion de la performance, notamment.

28. Concernant les deux premières catégories, les modalités utilisées pour mettre en oeuvre les activités du portefeuille sont les distributions générales, les vivres-contre-travail/formation, l'alimentation scolaire, l'appui nutritionnel et l'appui aux personnes

affectées par le VIH. En général, ces opérations contribuent aux Objectifs Stratégiques 1, 2, 3 et 5 du Plan Stratégique du PAM (voir tableaux 2 et 2a ci-dessous). Ces tableaux indiquent également le budget requis et le niveau de financement, par catégorie d'opération.

Tableau 2. Portefeuille du PAM par année, incluant le financement des opérations

Operation	Title	Time Frame	2009	2010	2011	2012	2013
PRRO 200540	Targeted Food Assistance to Victims of Armed Conflict and other Vulnerable Groups	Jul 13 - Dec 15					Req: 458,650,623 Contrib: 63,961,486
IR-EMOP 200547	Emergency Food Assistance for Central African Republic Refugees in the Equateur Province of the DRC	Mar 13 - May 13					Req: 1,408,390 Contrib: 1,408,390
EMOP 200480	Emergency Support to Internally Displaced Populations in Eastern DRC	Sep 12 - Jun 13				Req: 80,939,264 Contrib: 59,310,298	
SO 200456	Logistics Cluster Coordination and road infrastructure repairs in support of WFP and the humanitarian community in DRC	Jul 12 - Dec 13					Req: 5,851,803 Contrib: 3,275,084
EMOP 200362	Emergency Support to Populations Affected by Insecurity in Haut and Bas Uele Districts in Orientale Province of DRC	Apr 12 - Aug 12				Req: 16,534,763 Contrib: 10,613,153	
EMOP 200186	Emergency Support to Populations Affected by Insecurity in Haut and Bas-Uélé Districts in Oriental DRC	Jan 11 - Mar 12			Req: 30,964,512 Contrib: 20,474,987		
PRRO 200167	Targeted Food Assistance to Victims of Armed Conflict and other Vulnerable Groups	Jan 11 - Jun 13			Req: 463,265,643 Contrib: 278,122,950		
EMOP108240	Emergency Support to the Population Affected by Insecurity in the Haut Uele District in Oriental Province of the DRC	May 09 - Dec 10		Req: 55,458,171 Contrib: 42,564,083			
PRRO 106080	Targeted Food Assistance for Relief and Recovery in DRC	Jul 07 - Dec 10		Req: 551,192,120 Contrib: 482,716,625			
SO 105560	Logistics Cluster and Common Transport and Storage Services	Oct 06 - Dec 11		Req: 59,567,833 Contrib: 45,677,321			
Direct Expenses (US\$ millions)			177,418,000	138,481,000	143,684,000	128,646,000	n.a.
% Direct Expenses: DRC vs. WFP World			4%	3%	4%	3%	n.a.
Food Distributed (MT)			134,398	85,709	91,216	63,158	n.a.
Total of Beneficiaries (actual)			4,368,708	3,109,724	3,538,984	3,654,755	n.a.

Source: last SPR available in September 2013, Resource Situations, APR 2009 - 2012
Requirements (Req.) and Contributions (Contrib.) are in US\$

29. Le portefeuille d'activités évalué a effectivement reçu des contributions s'élevant à un budget total de 1,008 milliards de dollars (pour des besoins évalués à 1,723 milliards de dollars), soit 59% de contributions reçues au cours de la période. Le tableau 2 montre le niveau des besoins et les contributions reçues par intervention.

Tableau 2a. Niveau de financement des opérations

	No. of operations	Requirements (US\$)	% of require by project type	Actual received (US\$ million)	% Requirements vs Received
Relief and Recovery (PRRO)	3	1,473,108,386	85%	824,801,061	56%
Emergency Operation (EMOP)	5	184,491,710	11%	134,370,901	73%
Special Operation (SO)	2	65,419,636	4%	48,952,405	75%
Total	10	1,723,019,732	100%	1,008,124,367	59%

Source: WFP The Factory

Les cinq donateurs les plus importants du PAM sont indiqués dans le tableau suivant :

Tableau 3. Les principaux donateurs des projets du PAM en RDC

RDC	Top 5 Donors
Overall 2009-2013 (excl. Multilateral)	USA, Canada, Germany, UN Common Funds, CERF

Source: WFP Donor Relations Division

3.2. Portée de l'Évaluation

L'évaluation portera sur les opérations décrites au chapitre 3.1 à l'exclusion des opérations aériennes humanitaires. Dans le principe des procédures des EPP, l'évaluation portera sur le portefeuille dans son ensemble, son évolution dans le temps, ses performances ainsi que la mesure dans laquelle le PAM s'est positionné de manière stratégique en RDC. Ainsi, les opérations ne seront pas évaluées individuellement.

30. Les principales activités du portefeuille sont les distributions générales (47%), les cantines scolaires (33%), les programmes nutritionnels (15%), les programmes de création d'actifs, vivres-contre-travail et vivres pour la formation (3%) et l'appui aux PVVIH/TB (2%) (voir le tableau 3 ci-dessous).

31. Une attention particulière sera portée aux interventions de distributions générales, aux programmes de cantines scolaires et aux interventions nutritionnelles. Les modalités d'intervention seront également étudiées, notamment les transferts monétaires et les bons d'alimentation.

32. L'EPP portera également sur les aspects logistiques et les achats pendant la période sous revue pour en étudier la performance et les résultats.

33. L'évaluation couvrira toutes les zones géographiques couvertes par le portefeuille d'activités. L'évaluation devra prendre en compte la complexité des zones de mise en œuvre des opérations du PAM, y compris les zones considérées comme en insécurité. Vu l'étendue du pays le travail de terrain se concentrera sur certaines zones selon des critères de sélection transparents qui feront l'objet de discussion entre l'équipe de l'évaluation, OEV et le bureau de pays. Ceux-ci seront finalisés et intégrés par l'équipe d'évaluation dans le rapport initial.

Tableau 4. Les principales activités du portefeuille du PAM en RDC

Operation	Activity	HIV/TB	Education	Nutrition	GFD	FFW/FFT/FFA
PRRO 200540*		X	X	X	X	X
IR-EMOP 200547*					X	
EMOP 200480			X	X	X	X
EMOP 200362			X	X	X	X
EMOP 200186			X	X	X	X
PRRO 200167		X	X	X	X	X
EMOP108240				X	X	
PRRO 106080		X	X	X	X	X
Planned % of beneficiaries		2%	33%	15%	47%	3%
Actual % of beneficiaries		1%	28%	10%	58%	3%

Source: WFP Dacota 2012

* beneficiaries figures will be available as of March 2014

4. Evaluation clefs de l'évaluation, Approche et Méthodologie

4.1. Questions clefs de l'évaluation

34. L'EPP permettra de répondre aux trois grandes questions, qu'il appartiendra à l'équipe d'évaluation d'élaborer plus en détail, dans une matrice d'évaluation, au moment de la phase initiale. Ces questions permettront de dégager les principaux enseignements de la présence du PAM dans le pays et de mesurer les résultats obtenus – tous éléments qui pourraient s'avérer utiles pour définir les stratégies futures et prendre des décisions opérationnelles. Il est à noter que la troisième question constitue la partie la plus grande de l'enquête et du rapport d'évaluation.

Question 1: Alignement et positionnement stratégiques du portefeuille du PAM:

35. En tenant compte des besoins du pays, dans quelle mesure le PAM RDC s'est-il bien positionné d'un point de vue stratégique. A-t-il aligné ses activités sur les stratégies du gouvernement et de partenaires? Evaluer la mesure dans laquelle:

- les principaux objectifs du portefeuille et les activités connexes ont répondu aux besoins des hommes et des femmes du pays dans le domaine humanitaire et en matière de développement, et correspondu à ses priorités et capacités;
- les objectifs ont été en adéquation avec l'ordre du jour et les politiques du pays, y compris les politiques sectorielles;
- les objectifs ont été cohérents et harmonisés avec ceux des partenaires (multilatéraux, bilatéraux et ONG);
- le PAM a procédé à un alignement stratégique de ses activités et s'est positionné dans les domaines où il pouvait avoir le plus d'effet;
- et, certains arbitrages ont été opérés entre la concordance avec les stratégies nationales d'une part, et la mission, les plans stratégiques et les politiques institutionnelles, d'autre part.

Question 2: Quels facteurs ont motivé les choix stratégiques:

36. Comment et pourquoi le PAM RDC a-t-il opéré ses choix stratégiques? Quels sont les facteurs qui ont influencé le PAM RDC dans ses décisions? Déterminer les choix stratégiques, en appréciant la mesure dans laquelle le PAM:

- a analysé les questions liées à la faim, à la sécurité alimentaire et à la nutrition sur le plan national – y compris les questions de genre, ou utilisé les analyses disponibles pour comprendre les principaux enjeux de la faim dans le pays concerné;
- s'est-il doté des moyens pour disposer du minimum d'informations nécessaire sur la sécurité alimentaire pour assurer la conception et/ou la révision des programmes du PAM en RDC.
- a contribué à inscrire ces questions à l'ordre du jour national, à élaborer des stratégies pertinentes avec le Gouvernement ou des partenaires, et à renforcer les capacités nationales dans le suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle;
- Compte tenu de l'environnement complexe du pays, l'équipe d'évaluation devra analyser comment le PAM a opéré dans un environnement de conflit prolongé et comment il s'est positionné dans ce cadre, notamment en exécutant plusieurs types d'opération (programmes d'urgence, de recouvrement et de développement).
- s'est positionné en tant que partenaire stratégique du Gouvernement, des partenaires multilatéraux et bilatéraux, et des ONG, dans certains domaines spécifiques devant être précisés; et
- a répertorié les facteurs ayant conduit aux choix effectués (avantage comparatif perçu, stratégies institutionnelles, facteurs politiques nationaux, ressources, mode d'organisation, données de suivi, etc.) afin de comprendre ces déterminants des stratégies, de déterminer comment les prendre en compte et de les gérer lors de l'élaboration d'une stratégie de pays.

Question 3: Quels ont été la performance et les résultats du portefeuille du PAM:

37. Étudier la performance et les résultats du portefeuille du PAM, en examinant notamment:

- La pertinence des interventions par rapport aux besoins des populations;
- La pertinence du portefeuille de la RDC à répondre aux besoins des femmes et des enfants, notamment en ce qui concerne la sous-nutrition;
- le degré d'efficacité, d'efficacités, de portée et de pérennité des principales activités du programme du PAM et les facteurs expliquant les résultats obtenus (y compris ceux ne relevant pas du PAM);
- le degré de synergie et l'effet multiplicateur entre des activités similaires entrant dans le cadre de différentes opérations et les diverses activités principales, quelles que soient les opérations concernées; et
- le degré des synergies et la multiplication des possibilités de collaboration avec les partenaires (multilatéraux, bilatéraux et ONG) sur le plan opérationnel.

4.2. Analyse de l'évaluabilité du portefeuille

L'évaluabilité, est la mesure dans laquelle une activité ou un programme peut être évalué de façon fiable et crédible. Cela nécessite qu'une politique, une intervention ou une opération soit assortie: a) d'une description claire de la situation de départ, qui pourra servir de point de référence pour apprécier ou mesurer le changement; b) d'un énoncé clair des effets directs escomptés, c'est-à-dire des changements souhaités qui devraient pouvoir être observés une fois la mise en oeuvre commencée ou achevée; c) d'un ensemble d'indicateurs clairement définis et appropriés permettant de mesurer les changements; et d) d'un calendrier précis indiquant quand les effets directs attendus devraient se produire.

38. Pendant la phase initiale, l'équipe d'évaluation devra faire une analyse approfondie des données secondaires disponibles au niveau des parties prenantes dont le PAM (Siege, Bureau Régional, Bureau de Pays, Sous-Bureaux), le Gouvernement, les agences des NU et les ONG, etc pour (i) identifier les gaps de l'information, (ii) déterminer les contraintes a prendre en compte pendant le processus d'évaluation et (iii) proposer un plan pour répondre a ces défis. OEV mettra a la disposition de l'équipe une bibliographie préliminaire comportant issue de diverses sources.

39. Pour répondre à la question 1, l'équipe d'évaluation pourra prendre en compte les évaluations des besoins, notes au dossiers du comité de revue des projets, des documents de projets, des politiques et stratégies du PAM au niveau global et des documents stratégiques du Gouvernement et des autres acteurs dans le pays.

40. Des évaluations initiales et approfondies ont été effectuées par le PAM et ses partenaires en RDC, notamment le CFSVA et des évaluations des besoins en situation d'urgence (EFSA). La RDC a complété 9 cycles d'analyses IPC⁸ depuis 2008. Ces analyses conjointes IPC évaluent les besoins en assistance alimentaire et en appui agricole sont menées deux fois par an. En outre, il existe un dispositif de suivi de la sécurité alimentaire et de la malnutrition mis en place avec le gouvernement, la FAO et l'UNICEF qui permet de faire des alertes précoces pour les interventions d'urgences. L'équipe bénéficiera aussi du rapport d'évaluation de l'IPSR 10608.0 et celui consacré au module mondial de la Logistique.

41. Pour la question 2, l'équipe prendra en compte la matrice stratégique des résultats globale du PAM (Strategic Results Framework-SRF) sur la base de laquelle le cadre logique et les résultats (produits, effets et cibles) ont été formulés. Chaque opération dispose d'un cadre logique séparé. Il n'y a pas de cadre logique global couvrant la période de l'évaluation (2009-2013), et la formulation des interventions a également pris en compte trois plans stratégiques (2006-2009 et 2009-2011 et 2011-2013). Un système de suivi existe, mais il pourrait éventuellement avoir ses limitations dans sa capacité à mesurer les effets des interventions du PAM. L'équipe d'évaluation pourra aussi tenir compte rapport d'évaluation par les pairs dans les situations de crise complexes⁹.

42. L'équipe d'évaluation devra étudier la disponibilité d'informations adéquates pour certains sous-groupes notamment, les personnes déplacées, les réfugiés, etc, parce que les institutions étatiques pourraient ne pas avoir de données désagrégées sur leur situation nutritionnelle et spécifiquement sur: la prévalence de la sous-nutrition (malnutrition aigue et chronique), les déficiences en micronutriments et les diversités alimentaires. De plus, le rôle du PAM pour répondre/ou s'adapter aux gaps de l'information pour concernant ces sous-groupes devront également être pris en compte.

43. Pour la question 3, l'équipe aura accès aux documents de planification du PAM, aux rapports divers et bénéficiera des discussions et focus groups avec les parties prenantes et les bénéficiaires.

44. L'équipe d'évaluation rencontrera des contraintes logistiques et sécuritaires étant donné l'étendue du pays et les crises dans certaines zones. Ainsi elle devra définir des critères de sélection transparents pour la collecte et l'analyse qui reflèteront l'ensemble.

45. Un autre défi sera la langue utilisée pour communiquer avec les parties prenantes notamment la contrepartie nationale, les ONG nationales et les bénéficiaires. Tous les membres de l'équipe devront communiquer en Français (qui est la langue nationale) et recourir aux experts locaux pour communiquer en langue locale avec les bénéficiaires.

⁸ Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire

⁹ Operating in complex emergencies

4.3 Méthodologie

46. L'évaluation appliquera les critères pertinents convenus sur le plan international en matière d'évaluation, à savoir pertinence, cohérence (interne et externe), efficacité, efficience, impact, viabilité et connexité.

47. Durant la phase initiale, l'équipe d'évaluation définira la méthodologie qui figurera dans le rapport initial – et qui devra :

- S'inscrire dans la logique du portefeuille et dans les objectifs communs à l'ensemble des opérations;
- Etre focalisée sur les éléments d'évaluation présentés au point 3.2. Le modèle adopte devrait être axé sur l'étude des groupes « d'activités principales » d'un certain nombre d'opérations plutôt que de telle ou telle opération individuelle;
- Tenir compte des limites liées à l'évaluabilité, ainsi que des contraintes budgétaires et des considérations de temps.

48. La méthodologie devra comporter des garanties d'impartialité et d'objectivité par la diversification des sources d'information (par exemple groupes de parties prenantes, dont les bénéficiaires, etc.) et l'association de plusieurs méthodes (quantitatives, qualitatives, participatives) propres à assurer la triangulation de l'information par différents moyens. Elle devra préciser la méthode d'échantillonnage utilisée pour sélectionner de manière impartiale les lieux à visiter et les parties prenantes à interroger.

49. Les méthodes et processus de collecte de données devront être sensibles au genre. Les données devront être systématiquement désagrégées par genre et par âge. L'équipe d'évaluation devra utiliser l'analyse selon le genre pour refléter la problématique genre dans le EPP. Cette analyse permettra de déterminer la pertinence des interventions par rapport aux besoins des femmes notamment et, de déterminer dans quelle mesure le portefeuille du PAM a répondu à leurs attentes. L'équipe d'évaluation devra également se référer à la politique du genre du PAM et aux différentes évaluations menées récemment notamment à l'étude de cas sur la RDC.¹⁰

4.5 Assurance Qualité

50. Le système d'assurance qualité des évaluations (EQAS) reprend les normes et critères définies par le groupe d'évaluation des Nations Unies et les bonnes pratiques en vigueur dans la communauté internationale de l'évaluation (réseau ALNAP et CAD). Il établit des processus assortis de mesures d'assurance qualité et de formats types des produits d'évaluation. Il prévoit aussi l'établissement de rapports d'évaluation de l'assurance qualité (rapport initial, rapport d'évaluation et rapport succinct) à partir de listes de contrôle. Le système EQAS sera systématiquement appliqué pendant l'évaluation et les documents pertinents seront communiqués à l'équipe d'évaluation. Le responsable de l'évaluation conduira l'analyse d'assurance qualité de premier niveau, le directeur d'OE se chargeant de l'examen de deuxième niveau. Ce processus d'assurance qualité n'entame en rien l'intégrité des constatations et l'indépendance de l'équipe d'évaluation, et entend simplement garantir que le rapport contient les constats nécessaires, qu'il les présente de manière claire et convaincante et que ses conclusions reflètent le constat dressé par les évaluateurs.

51. Il appartiendra à l'équipe d'évaluation de veiller à la qualité des données (validité, cohérence et exactitude) lors des phases d'analyse et de rédaction des rapports.

¹⁰ WFP's Global Gender Policy 2009: A Policy Evaluation DRC Country Office Field Study

5. Organisation de l'évaluation

5.1. Phases et produits

52. L'évaluation sera mise en oeuvre pendant environ 10 mois en 2013/2014. Elle inclut les 5 étapes principales et les produits indiqués dans le tableau ci-dessous.

Tableau 5. Principales étapes de l'évaluation

Phases	Période	Actions et produits
1. Préparation	Septembre / Décembre 2013	Terme de référence (Draft et Final)
		Sélection, recrutement et contrat avec la firme (équipe d'évaluation)
2. Briefing initial et mission préliminaire en RDC	Décembre 2013 / Février 2014	Briefing au Siège du PAM
		Mission initiale en RDC et rapports préliminaires
3. Mission d'évaluation, et travail de terrain en RDC	Mars / Avril 2014	Mission d'évaluation et collection des données
		Débriefing/Présentation des constats et conclusions préliminaires; Workshop pour les parties prenantes (dates à déterminer)
4. Rapports d'évaluation	Mai / Juin / Début Juillet 2014	Rapports d'évaluation (révisions et final)/Matrice des commentaires; Rapport inclut le résumé exécutif; Réponse de la Direction.
5. Conseil d'Administration	Aout 2014 (deadline Secretariat)	EB Résumé exécutif/Editing/Traduction Management Response; Evaluation Brief.

5.2. Equipe d'évaluation et expertise requise

53. En accord avec la politique d'Evaluation du PAM, l'évaluation sera conduite par une équipe d'experts indépendants sélectionnés par OEV. Les membres de l'équipe ne devront pas avoir été impliqués de manière significative dans les activités du PAM en RDC ou avoir d'autres conflits d'intérêts. Les experts rapporteront au chef de mission (teamleader) et produiront leurs contributions ponctuellement. Celui-ci est responsable du contenu des rapports et de leur soumission au gestionnaire de l'évaluation. Les évaluateurs agiront de manière impartiale et respecteront le code de conduite de la profession. Les compétences techniques et les profils requis pour chacun des membres de l'équipe d'évaluation sont présentés dans le tableau 6 ci-apres.

Tableau 6. Domaines d'expertise de l'équipe d'évaluation

Role	Responsabilites/competences requises	Experience requise	Rapport avec les questions clés
Team Leader	Coordination d'équipe, conduit la formulation, la mise en oeuvre et le reporting.	Experience dans l'évaluation; Expertise dans au moins deux ou trois des domaines ci-dessous; Connaissance de l'analyse selon le genre; Connaissance et experience du contexte national de la RDC; Excellentes capacités de synthese et rédactionnelles; Excellente capacités de communication en Français (écrit et oral)	Tous
Gestion des urgences (Reponse Humanitaire)	Accent sur l'alignement du portefeuille du PAM avec les principes de reponse humanitaire.	Experience dans la gestion des programmes humanitaires, gestion du risque, gestions des partenariats, etc; Connaissance et experience du contexte national;	1, 2
Securite Alimentaire et moyens de survie	Accent sur la securite alimentaire et les moyens de survie, notamment les evaluations de la securite alimentaire, le ciblage, et les systemes de suivi et d'évaluation; Programmes VCT/VPF, etc	Connaissance de l'Analyse et Cartographie de la Vulnerabilite (VAM); Connaissance des modalites d'assistance alimentaire (vivres, especes, bons d'alimentation, etc.).	1, 2 (3 dans une moindre mesure)
Nutrition	Accent sur les interventions nutritionnelles, evaluations nutritionnelles et systemes de suivi et de surveillance.	Specialiste en Nutrition. Bonne connaissance des aspects lies a la sous-nutrition. Familiarite avec les decouvertes recentes sur la nutrition (Lancet 2008 et 2013) et avec l'initiative globale SUN. Connaissance du passage du PAM d'une aide alimentaire a une assistance alimentaire. Connaissance de la politique strategique du PAM en matiere de Nutrition (Nutrition Policy 2012)	2 et 3
Education et Alimentation Scolaire	Accent sur l'Alimentation Scolaire; education en zone d'urgence; le secteur de l'education en RDC; le renforcement des capacités.	Specialiste en alimentation Scolaire. Connaissance des activites d'alimentation scolaire du PAM; connaissances des procedures et politiques du PAM, notamment en matiere de renforcement des capacités, d'appropriation et sur les operations d'urgence.	2 et 3
Logistique et Achats	Achats des vivres et logistique; chaine d'approvisionnement.	Logistique; connaissance des systemes du PAM.	3
Evaluation	Accent sur la recherche qualitative notamment avec les parties prenantes locales (partenaires du PAM, autorites nationales et beneficiaires).	Experience du terrain et connaissances en langues; Bonne connaissance et experience du contexte national.	Tous

5.3. Rôles and Responsabilités

54. La présente évaluation est gérée par OEV. Le responsable de l'évaluation, Miranda Sende, n'a pas été appelé auparavant à traiter des questions liées à l'objet de l'évaluation. Il lui appartient d'élaborer les termes de référence, de sélectionner les membres de l'équipe d'évaluation, d'établir et gérer le budget, d'organiser le briefing de l'équipe au Siege, d'aider à la préparation des missions sur le terrain, de conduire l'examen d'assurance qualité des produits d'évaluation et de faire la consolidations des observations des parties prenantes au sujet du rapport d'évaluation. Le responsable de l'évaluation sera également le principal intermédiaire entre les membres de l'équipe, représenté par le chef d'équipe, et les interlocuteurs au sein du PAM afin d'assurer le bon déroulement du processus.

55. L'équipe d'évaluation sera recrutée au travers d'une firme avec laquelle le PAM a un accord de longue durée. La firme contractée fournira un contrôle de qualité additionnel des produits de l'évaluation avant la soumission à OEV.

56. Les parties prenantes aux niveaux du Bureau de Pays et du Bureau Regional devront communiquer les renseignements nécessaires à l'évaluation, participer dans l'évaluation, y compris fournir toute information qui pourrait être demandée par l'équipe d'évaluation et répondre à toute question concernant le programme, les performances et les résultats; faciliter les contacts de l'équipe d'évaluation avec les parties prenantes en RDC; organiser des réunions et des visites sur le terrain; prévoir des services d'interprétation si nécessaire et fournir un appui logistique lors des visites sur le terrain. L'équipe d'évaluation fournira, dans le rapport initial, un calendrier réaliste pour le travail sur le terrain.

5.4. Communication

57. Le résumé succinct du rapport d'évaluation fait partie intégrante du rapport d'évaluation; il donne un aperçu de la teneur de l'évaluation en soulignant les principales constatations, conclusions et recommandations. Il sera sera présenté à la session de novembre 2014 du Conseil d'Administration.

58. Les principaux constats préliminaires, conclusions et recommandations seront présentés par l'équipe d'évaluation lors du débriefing en fin de mission – en présence du PAM aux niveaux du pays, de la région et du siège (télécom). Cela sera l'occasion de tester les premières conclusions et recommandations avec les différentes parties prenantes et de leur donner l'opportunité de réagir, de clarifier les questions et d'assurer ainsi un processus d'évaluation transparent.

5.5. Budget

59. L'évaluation sera financée sur le budget d'OEV. L'estimation du coût total de l'évaluation s'élève à 250.000 dollars américains. Ce budget couvrira toutes les dépenses relatives aux honoraires des consultants/ ou taux des firmes, aux voyages internationaux, la logistique et le voyage du staff d'OEV.

Annexe 1: Détails des étapes de l'évaluation

PHASES	ACTIVITIES	RESPONSIBILITY	KEY DATES (deadlines)
Phase 1	Preparation		
	Desk review of documents	Evaluation Manager (EM)	On-going
	Draft Concept Note based on chap 3.1 and 3.2 of TORs sample format	EM	06 Sept.
	Draft TORs and OE clearance for circulation to WFP stakeholders	EM	30 Sept.
	Review of TORs based on WFP feedback	EM	7 Oct.
	Final TORs circulated to WFP stakeholders	EM	14 Oct.
	Contracting evaluation team/firm		November
Phase 2	Inception		
	Team preparation prior to HQ briefing (document review)	Team	2 - 6 Dec.
	HQ Team briefing at WFP in Rome (3 working days)	EM and Team	9 - 12 Dec. 2013
	Inception Mission in DRC country office in Kinshasa (5 working days)	TL/EM/FZ	10 - 15 Feb. 2014
	Submission of draft Inception Report (IR) to OE (after company's quality check)	Team Leader (TL)	24 Feb. 2014
	OE quality assurance and feedback	EM	28 Feb. 2014
	Submission of revised Inception Report (IR)	TL	7 Mar. 2014
	Final IR circulated to WFP stakeholders	EM	10 Mar. 2014
	Final IR posted on WFP intranet	EM	10 Mar. 2014
Phase 3	Evaluation Mission - Fieldwork in DRC		
	Fieldwork (3 weeks) and desk review. Field visits (RB/CO/SOs); Exit briefing / Internal debriefing with RB to present initial findings.	Team	17 Mar.- 4 Apr. 2014
	Consolidation of preliminary findings/Aide-Memoire (PPT sent to OE)	TL	4 Apr. 2014
	Debriefing via telcon with CO/RB and HQ staff. Preliminary findings and recommendations (PPT) presented by the TL	EM and TL	18 Apr. 2014
Phase 4	Evaluation Report (ER)		
Draft 0	Submission of draft 0 Evaluation Report (ER) to OE (after company's quality check)	TL	30 Apr. 2014
	OE quality assurance and feedback	EM	09-May-14
Draft 1	Submission of revised draft ER to OE	TL	16-May-14
	OE reviews, OE/D's clearance prior to dissemination of the ER to WFP stakeholders. Clarification with Team if needed. When cleared, OE shares the ER with WFP stakeholders for their feedback (2 weeks)	EM	23-May-14
	OE consolidates all WFP's comments in a matrix and shares it with the team	EM	06-Jun-14
Draft 2	Submission of the revised draft ER to OE based on WFP's comments, and team's comments on the matrix	TL	13-Jun-14
	OE reviews the ER and matrix (clarification with the Team if needed)	EM	20-Jun-14
	Seek OE/D clearance for Summary Evaluation Report (SER) circulation to EMG for comments	EM	23-Jun-14
	OE reviews EMG comments on the SER/revisions with Team	EM and TL	30-Jun-14
Draft 3	Submission of the final ER (with the revised SER) to OE	TL	07-Jul-14
	Seek Final Approval by OE/D. Clarify outstanding points/issues with the team if needed	EM and TL	14-Jul-14
Phase 5	Executive Board (EB) and follow-up		
	Submission of SER to EB Secretariat for editing and translation (with SER recommendation to RMP for Management response)	EM	01 Aug. 2014
	Prepare Evaluation brief; posting of evaluation documents in websites; etc	EM	September
	Presentation of Summary Evaluation Report (SER) to the EB	D/OE	November
	Presentation of Management response to the EB	D/RMP	November

Annexe 2: Description du portefeuille 2009 - 2013

Operation	Operation Title	Time Frame	Annual Average				Totals by project				% funded	Food Cost/ Total Cost	Objectives	SO's	MDG's	Activities
			MT		Beneficiaries		Food cost (USD, millions)		Total WFP Cost (USD, thousands)							
			P	A	P	A	P	A	P	A						
PRRO 200540	Targeted Food Assistance to Victims of Armed Conflict and other Vulnerable Groups	Jul 13 - Dec 15	243,516*	n.a.	4,220,800*	n.a.	164,215,795	n.a.	458,650,623	63,961,486	14%	n.a.	Provide life-saving food assistance for IDPs and refugees in crisis-affected areas; Reduce the prevalence of acute malnutrition through nutritional support to children aged 6-59 months and pregnant and lactating women; Support access to markets and education, and provide nutrition services for returning IDPs, refugees and food-insecure communities as part of early recovery; Increase the resilience of severely food-insecure communities against further shocks; Reinforce national capacity to design and manage food and nutrition programmes and disaster-preparedness systems.	1,2,3,5	1,2,4,6	GFD, Nutrition, FFA, FFT, HIV/TB, School feeding
IR-EMOP 200547	Emergency Food Assistance for Central African Republic Refugees in the Equateur Province of the DRC	Mar 13 - May 13	727	n.a.	25,000	n.a.	423,530	n.a.	1,408,389	1,408,389	100%	n.a.	Food assistance to affected population	1	n.a.	GFD
EMOP 200480	Emergency Support to Internally Displaced Populations in Eastern DRC	Sep 12 - Jun 13	30,736	6,790	800,000	630,489	39,323,857	24,109,303	80,939,264	59,310,298	73%	41%	Stabilizing enrolment of girls and boys in primary schools; Stabilizing acute malnutrition among children 6-59 months and pregnant and lactating women.	1	1, 2, 4	GFD, Nutrition, FFA, FFT, School feeding
SO 200456	Logistics Cluster Coordination and road infrastructure repairs in support of WFP and the humanitarian community in DRC	Jul 12 - Dec 13	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	5,851,803	3,275,084	56%	n.a.	To provide adequate support to stakeholders operating in DRC through logistics cluster activities in order to ensure logistics information is provided and that identified logistics bottlenecks and gaps are efficiently resolved in a timely manner; To facilitate access to beneficiaries by road in order to deliver food and non-food items to the neediest.	n.a.	n.a.	n.a.
EMOP 200362	Emergency Support to Populations Affected by Insecurity in Haut and Bas Uele Districts in Orientale Province of DRC	Apr 12 - Aug 12	8,729	3,888	118,200	177,044	5,881,763	3,907,455	16,534,763	10,613,153	64%	37%	Improve food consumption in targeted populations; Reduce acute malnutrition in targeted populations; Stabilize school enrolment in targeted populations, especially IDPs and returnees.	1	1,4	GFD, School feeding, Nutrition, FFW

Operation	Operation Title	Time Frame	Annual Average				Totals by project				% funded	Food Cost/ Total Cost	Objectives	SO's	MDG's	Activities
			MT		Beneficiaries		Food cost		Total WFP Cost							
							(USD, millions)		(USD, thousands)							
			P	A	P	A	P	A	P	A						
EMOP 200186	Emergency Support to Populations Affected by Insecurity in Haut and Bas-Uélé Districts in Oriental DRC	Jan 11 - Mar 12	14,667		246,800	319,000	8,944,172	2,733,723	26,580,848	20,512,836	77%	13%	Stabilize acute malnutrition among targeted populations; Improve food consumption among targeted populations; Stabilize enrolment in assisted schools.	1	1,4	GFD, School feeding, Nutrition, FFW
PRRO 200167	Targeted Food Assistance to Victims of Armed Conflict and other Vulnerable Groups	Jan 11 - Jun 13	3,120,000	2,857,875	121,888	79,949	185,027,934	78,528,838	463,265,643	278,122,950	60%	28%	Reduce the prevalence of acute malnutrition in children under 5 and vulnerable adults; provide adequate food consumption for targeted households, communities, IDPs and refugees; restore the livelihoods of targeted communities, increasing access to assets in fragile, transition situations; stabilize the enrolment of girls and boys, including IDPs and refugees, at pre-crisis levels; strengthen the Government's capacity to reduce hunger, including through capacity development strategies and local purchase.	1, 3, 5	1, 2, 4	GFD, School feeding, Nutrition, FFW/FFT
EMOP 108240	Emergency Support to the Population Affected by Insecurity in the Haut Uele District in Oriental Province of the DRC	May 09 - Dec 10	153,081	104,000	13,000	5,850	15,061,179	9,994,001	55,458,171	42,564,083	77%	23%	Improve the food consumption among IDPs, host communities and returnees; stabilize acute malnutrition in children between 6-59 months of age and pregnant and lactating women in targeted populations; support the return of IDPs and refugees through a three-month food resettlement package.	1	1	GFD, Nutrition
PRRO 106080	Targeted Food Assistance for Relief and Recovery in DRC	Jul 07 - Dec 10	2,915,745	3,634,713	144,161	104,086	204,409,247	189,124,049	551,192,120	482,716,625	88%	39%	To improve the access to food for IDPs and returnees in the targeted areas; to protect the livelihoods of crisis-affected populations – IDPs, returnees, demobilized child soldiers and victims of sexual abuse – and to enhance their resilience to shocks; to help to improve the health and nutritional status of mothers and children and of other vulnerable groups; to improve school enrolment and attendance by providing food support for children in primary schools, especially in the home regions of returning IDPs and refugees; and to strengthen the Government's capacity to care for populations in the event of crises by providing training on needs evaluation and strategic stocks.	1, 2, 3, 4, 5	n.a.	GFD, Nutrition, FFA, FFT, HIV/TB, School feeding
SO 105560	Logistics Cluster and Common Transport and Storage Services	Oct 06 - Dec 11	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	59,567,833	45,677,321	77%	n.a.	To decrease the cost of logistics transport services from Lubumbashi to Katanga province; To offer the humanitarian community an improved and cost efficient storage capacity in strategic locations; To offer an Inter-Agency transport service on a cost recovery basis to the entire humanitarian community by allowing a coordinated and prioritized process of the goods to be dispatched to take place.	n.a.	n.a.	n.a.

Annexe 3: Plan Strategique du PAM 2008-2013 et Objectives

STRATEGIC OBJECTIVE ONE: SAVE LIVES AND PROTECT LIVELIHOODS IN EMERGENCIES

Goals

1. To save lives in emergencies and reduce acute malnutrition caused by shocks to below emergency levels
2. To protect livelihoods and enhance self-reliance in emergencies and early recovery
3. To reach refugees, internally displaced persons (IDPs), and other vulnerable groups and communities whose food and nutrition security has been adversely affected by shocks

Main Tools

- General and targeted food assistance and emergency nutrition interventions
- Emergency needs assessments
- Emergency logistics, special operations, and information and communications technology (ICT) capacity
- United Nations cluster leadership for logistics and emergency ICT

STRATEGIC OBJECTIVE TWO: PREVENT ACUTE HUNGER AND INVEST IN DISASTER PREPAREDNESS AND MITIGATION MEASURES

Goals

1. To support and strengthen capacities of governments to prepare for, assess and respond to acute hunger arising from disasters
2. To support and strengthen resiliency of communities to shocks through safety nets or asset creation, including adaptation to climate change

Main Tools

- Vulnerability analysis and mapping
- Early warning products and tools
- Disaster preparedness and mitigation programmes
- Programmes to help communities reinforce their essential food and nutrition security systems and infrastructures, as well as their adaptability to climate change – including voucher, cash and food-based safety nets

STRATEGIC OBJECTIVE THREE: RESTORE AND REBUILD LIVES AND LIVELIHOODS IN POST-CONFLICT, POST-DISASTER OR TRANSITION SITUATIONS

Goals

1. To support the return of refugees and IDPs through food and nutrition assistance
2. To support the re-establishment of livelihoods and food and nutrition security of communities and families affected by shocks
3. To assist in establishing or rebuilding food supply or delivery capacities of countries and communities affected by shocks and help to avoid the resumption of conflict

Main Tools

- Targeted programmes that facilitate the re-establishment of livelihoods
- Special operations to rebuild essential hunger-related infrastructure
- Food distribution programmes that facilitate re-establishment of food and nutrition security
- Voucher and cash-based programmes that facilitate food access
- Capacity strengthening for the re-establishment of community service infrastructure

STRATEGIC OBJECTIVE FOUR: REDUCE CHRONIC HUNGER AND UNDERNUTRITION

Goals

1. To help countries bring undernutrition below critical levels and break the intergenerational cycle of chronic hunger
2. To increase levels of education and basic nutrition and health through food and nutrition assistance and food and nutrition security tools
3. To meet the food and nutrition needs of those affected by HIV/AIDS, tuberculosis and other pandemics

Main Tools

- Mother-and-child health and nutrition (MCHN) programmes
- School feeding programmes
- Programmes addressing and mitigating HIV/AIDS, tuberculosis and other pandemics
- Policy and programmatic advice

STRATEGIC OBJECTIVE FIVE: STRENGTHEN THE CAPACITIES OF COUNTRIES TO REDUCE HUNGER, INCLUDING THROUGH HAND-OVER STRATEGIES AND LOCAL PURCHASE

Goals

1. To use purchasing power to support the sustainable development of food and nutrition security systems, and transform food and nutrition assistance into a productive investment in local communities
2. To develop clear hand-over strategies to enhance nationally owned hunger solutions
3. To strengthen the capacities of countries to design, manage and implement tools, policies and programmes to predict and reduce hunger

Main Tools

- WFP's procurement activities
- Hand-over of WFP hunger tools
- Policy and programmatic advice
- Advocacy

Annexe 4: Parties prenantes externes

Operation	Operation Title	Timing	Top Multi and Bilateral Funding donors	Cooperating International Agencies	Operational Governmental Partners	Cooperating International NGOs
PRRO 200540	Targeted Food Assistance to Victims of Armed Conflict and other Vulnerable Groups	Jul 13 - Dec 15	UK, European Commission, UN CERF, UN Common Funds and Agencies, France, Germany	UNHCR, UNICEF, FAO	Ministry of Agriculture, Government of DRC	Action Contre la Faim; Adventist Development and Relief Agency, Catholic Relief Services, Danish Refugee Council, Lutheran World Federation International, Malteser International, Medecins d'Afrique, Medecins du Monde - France, Samaritan's Purse, Solidarites, World Vision International.
IR-EMOP 200547	Emergency Food Assistance for CAR Refugees in the Equateur Province of the DRC	Mar 13 - May 13	n.a.	UNICEF, UNHCR, MONUSCO	n.a.	n.a.
EMOP 200480	Emergency Support to Internally Displaced Populations in Eastern DRC	Sep 12 - Jun 13	USA, UK, UN CERF, Canada, Germany	UNICEF, UNHCR	Ministry of Agriculture, Government of DRC	CARE International, Norwegian Refugee Council, OXFAM International, Samaritan's Purse, World Vision International
SO 200456	Logistics Cluster Coordination and road infrastructure repairs in support of WFP and the humanitarian community	Jul 12 - Dec 13	UN CERF, UK, Australia	n.a.	Office des Routes (OR) and Direction Voies de Dessertes Agricole (DVDA), under the DRC Ministry of Infrastructures	IEDA Relief and HelpAge
EMOP 200362	Emerg. Support to Pop. Affected by Insecurity in Bas Uele Districts	Apr 12 - Aug 12	USA, Canada, Japan	FAO, UNICEF, UNHCR, MONUSCO, UN OCHA		Solidarites, Medecins Sans Frontieres - Switzerland, Samaritan's Purse
EMOP 200186	Emergency Support to Populations Affected by Insecurity in Haut and Bas-Uélé Districts	Jan 11 - Mar 12	USA, Japan, Canada, Finland	UNHCR, UNICEF, FAO	PRONANUT (National Programme on Nutrition)	Medecins Sans Frontieres - Switzerland, Samaritan's Purse
PRRO 200167	Targeted Food Assistance to Victims of Armed Conflict and other Vulnerable Groups	Jan 11 - Jun 13	USA, Germany, Canada, Belgium, Japan	UNICEF, FAO, UNHCR	PRONANUT (National Programme on Nutrition), Ministry of Health, Ministry of Education	International Emergency and Development Aid, Agence d'Aide a la Cooperation Technique et au Developpement, Adventist Development and Relief Agency International, Catholic Relief Service, Cooperazione Internazionale, Danish Refugee Council, Lutheran World Federation, International Medical Corps, Medecins Sans Frontieres - Belgium, Norwegian Church Aid, Norwegian Refugee Council, Congo restoration, World Vision international, Don Bosco.
EMOP 108240	Emergency Support to the Population Affected by Insecurity in the Haut Uele District in Oriental Province of the DRC	May 09 - Dec 10	UN CERF, Australia, Belgium, France, Canada	OCHA, UNHCR, FAO, UNICEF, MONUSCO	n.a.	Lutheran World Federation, Medecins du Monde - Switzerland, Médecins Sans Frontières - Belgium, Samaritan's Purse, Cooperazione e Sviluppo.
PRRO 106080	Targeted Food Assistance for Relief and Recovery in DRC	Jul 07 - Dec 10	USA, European Commission, Belgium, Canada, Japan, France	UNHCR, UNICEF, FAO, UNOPS	PRONANUT (National Programme on Nutrition), Ministry of Education	Agence d'Aide a la Cooperation Technique et au Developpement, Associazione Volontari per il Servizio Internazionale, Centre Scientifique et Medical de l'Universite Libre de Bruxelles pour ses Activ, Catholic Relief Service, Cooperazione Internazionale, Cooperazione e Sviluppo, Goal, handicap international, danish refugee Council, International Emergency and Development Aid, Medecins du monde, Lutheran World Federation, Memisa, Norwegian Church Aid, Reach Italia, save the Children, Zust Oust Asia Refugee Care, Tearfund.
SO 105560	Logistics Cluster and Common Transport and Storage Services	Oct 06 - Dec 11	UN CERF, UN Common Funds, Sweden, Belgium	n.a.	Office des Routes and Direction Voies de Desserte Agricole (the DRC road authorities)	Swedish Civil Contingency Agency, CARITAS, Swiss cooperation

Source: Project documents, Resource Updates, <http://home.wfp.org/NGO/index>

Annexe 5 : Carte du pays



D.R.C.
WFP Presence

World Food Programme

Legend

- National Capital
- Major Town
- Intermediate Town
- Small Town
- National boundary
- First level admin boundary
- Surface Waterbody
- River
- Country Office
- Regional Bureau
- Sub Office

Scale

Kilometers

0 75 150 225 300

Nominal Scale 1:10,900,000 at A4

Metadata

Date Created: 13 - SEPTEMBER - 2013
 Map Num: DRC_CENT_WFP_HUB_A4P
 Coord. System/Datum: GCS_Africa_Easting
 Data Sources: WFP, UN/WHO, GAIL, GLCSC, ESRI, Geo Names

The boundaries and names and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.

Email: maps@logcluster.org
 Web site: www.logcluster.org
 Global Logistics Cluster Support Cell, Rome/Italy

Annexe 6: Indicateurs standard du pays

ADDITIONAL Core Standard Indicators for Country Context - DRC				
	Indicator		Indicator	Source
General	Population (total, millions)	2012	65,705,093	World Bank. WDI.
		2002	46,949,244	
	Average annual growth (%)	2000-2005	2.9	UNDP HDR 2013
		2010-2015	2.6	
	Urban Population (% of total)	2000	29.3	UNDP HDR 2013
		2012	34.8	
	Human Development Index	2000	0.431	UNDP HDR 2002
		2012	0.304	
Rank			UNDP HDR 2013	
Gender-Inequality index	2012	0.681	UNDP HDR 2013	
	Rank	144		
Economic	Income Gini Coefficient	2000-2010	44.4	UNDP HDR 2013
	GDP per capita (PPP US\$)	2012	272	World Bank. WDI.
		2002	112	
	GNI per capita (US\$)	2012	220	World Bank. WDI.
		2002	90	
Annual GDP growth rate (annual %)	2012	7.2	World Bank. WDI.	
	2002	3.5		
Poverty	Population living below \$1.25 a day (%)	2002-2012	87.7	UNDP HDR 2013
	Population living below national poverty line (%)	2002-2012	71.3	UNDP HDR 2013
Food Security	Income/food deficit status (LIFDC: Yes or No)		Yes	FAO Country Profile
Nutrition	Weight-for-height (Wasting), prevalence for < 5 (%)	2007-11	Mod & Sev	UNICEF SOWC 13
			9	
	Height-for-age (Stunting), prevalence for < 5 (%)	2007-11	Mod & Sev	UNICEF SOWC 13
43				
Weight-for-age (Underweight), prevalence for < 5 (%)	2007-11	Mod & Sev	Severe	UNICEF SOWC 13
		24	8	

Health	< 5 mortality rate	1990	181	UNICEF SOWC 13	
		2011	168		
	Maternal Mortality ratio (per 100,000 live births)	2007-2011	550	UNICEF SOWC 13	
	Life expectancy at birth	2012	48.7	UNDP HDR 2013	
	Estimated HIV Prevalence	2011	1.3 rank	UNAIDS	
Public expenditures on health (% of GDP)	2006 - 2009	09:05	UNDP HDR 2011		
Education	Literacy Rate Youth (15-24 y) (%)	2007-2011	M	F	UNICEF SOWC 13
			69	62	
	Public expenditures on education (% of GDP)	2006-2009	9.5	UNDP HDR 2011	

Annexe 7: Les Projets du PAM depuis 1965

Project Number	Title	Approval Date	Food Budget (dollars)	Total WFP project budget (dollars)
825EM	Malnutrition relief in kivu	23/08/1965	24,081	41,970
830EM	Relief of malnutrition in the Kivu	10/12/1965	21,426	25,640
45	Reaffor.in the Kinshasa area	20/02/1968	91,179	229,412
712QX	Resettl of sudanese refugees	29/03/1971	357,845	638,249
2455QX	Reset. of angolan refug.in lower Zaire	24/07/1978	932,700	1,384,200
2455Q1	Resettlement of angolan refugees in zaire	18/12/1978	1,881,000	2,383,000
2455Q2	Reset of angolan refug in lower Zaire	28/01/1980	1,313,400	1,755,700
2625QX	Road Construction	21/11/1981	729,200	1,140,000
2626QX	Resettlement of refugees in upper Zaire	31/12/1981	1,806,000	4,670,000
1123EM	Food assistance to refugees from Angola	31/01/1978	361,400	417,900
11200	Food assistance to refugees from Angola	03/04/1978	148,500	198,500
112000	Food assist.to refugees from Angola	26/04/1978	503,500	590,200
1142EM	Food aid to vulnerable grps amongst drought affec. People	04/10/1978	1,205,800	1,577,100
1153EM	Food aid to zairean returnees	29/12/1978	821,772	1,156,953
11500	Food aid to zairean returnees	18/04/1979	330,331	612,658
1251EM	Food aid to ugandan refugees in Zaire	31/03/1981	1,313,100	2,535,100
12500	Food aid to ugandan refugees in Zaire	24/09/1981	620,600	1,046,800
1411EM	Emergency food ass to angolan refugees in zaire	17/01/1985	781,400	1,390,500
1411R1	Food assistance to angolan refugees in zaire	14/05/1985	1,739,500	2,171,584
328000	Emergency food assistance to angolan refugees in Zaire	16/01/1987	161,123	262,199
380100	Additional emergency food aid for angolan refugees in Zaire	09/09/1988	369,076	438,901
417200	Food aid for angolan refugees	20/10/1989	780,806	967,405
434100	Emergency food ass.to sudanese and ugandan refugees in northern Zaire	27/04/1990	876,872	1,578,792
417201	Food aid for angolan refugees	22/02/1990	607,799	925,432
434101	Emergency food ass.to sudanese and ugandan refugees in northern Zaire	12/03/1991	1,343,832	1,434,367
497300	Assistance to burundese refugees	11/02/1992	173,550	187,200
504800	Assistance to malnourished population in Kinshasa	08/06/1992	981,350	1,035,175
504801	Assistance to vulnerable groups in Kinshasa.	29/06/1993	1,009,868	1,113,823
535700	Displaced persons in Kivu	07/10/1993	710,433	1,246,295
539000	Regional emergency operation - burundese refugees in Zaire	15/11/1993	406,695	659,857
535600	Displaced persons in Kasai	17/11/1993	1,211,949	3,476,116
417202	Food aid for angolan refugees in Zaire	09/08/1991	1,299,716	1,759,106
479200	Food assistance to sudanese and ugandan refugees in northern Zaire	29/05/1992	4,324,800	8,390,749

417203	Food aid to angolan refugees in Zaire	14/09/1993	237,590	1,667,090
539001	Assistance to refugees from Burundi	07/01/1994	1,052,507	1,581,391
504802	Assistance to vulnerable groups in Kinsahasa	09/06/1994	901,215	1,047,843
539002	Regional burundese/rwandans refugees in Zaire	27/07/1994	31,349,879	73,760,829
539003	Regional burundese/rwandan refugees	04/12/1994	4,337,601	11,394,491
574200	Sudanese refugees in upper Zaire	29/03/1996	183,587	419,260
5624.01	Food Assistance to Victims of Rwanda/Burundi Regional Emergency	24/09/1996	66,123,702	159,071,725
5732	Food Security Improvement	08/11/1996	1,214,083	2,712,778
60350	Assistance to Angolan Refugees	09/11/1998	3,476,169	9,742,135
6035.1	Food Assistance to Angolan Refugees in Bas-Congo Bandundu and Katanga Provinces	14/04/2000	3,641,483	12,566,215
6110.0	Food Assistance to Internally Displaced Persons and Vulnerable Groups	17/06/1999	11,773,285	31,020,431
62740	Assistance to War Affected Populations	23/10/2000	50,635,567	155,599,714
10090	Provision of Humanitarian Air Services	13/06/2001	n.a.	2,120,857
101170	Food Air Transport to Northern Katanga	14/09/2001	n.a.	2,139,226
101660	Assistance to Volcano Victims in Eastern DRC and Western Rwanda	08/02/2002	4,899,680	11,956,224
101950	Rehabilitation of the Niamba Rail Bridge	03/06/2002	n.a.	1,387,417
102480	Food Air Transport in Eastern DRC	12/11/2002	n.a.	1,561,350
10280	Assist. to Displaced Persons Returnees and Vulnerable Groups in Northern and Eastern DRC	17/06/1999	11,773,285	31,020,431
102880	Protracted Relief and Recovery Operation for Populations Affected by Armed Conflict	23/10/2003	86,941,466	253,357,805
10377	Service Aérien Humanitaire des Nations Unies en R.D.Congo	04/10/2004	n.a.	8,276,863
10466	SO-COD provision of UN Joint Logistics Centre (UNJLC)	17/08/2005	n.a.	3,051,041
105560	Logistics Cluster and Common Transport and Storage Services	07/11/2006	n.a.	55,951,410
106080	Targeted Food Aid for Victims of Armed Conflict and other Vulnerable Groups	06/06/2007	203,802,583	551,192,120
107440	Provision of Aviation Services to the Humanitarian and Donor Community in DRC	15/05/2008	n.a.	58,030,480

108240	Emergency Support to the Population Affected by Insecurity in the Haut Uele District in Oriental Province of the DRC	04/05/2009	15,061,179	55,458,171
200167	Protracted Relief and Recovery Operations - Democratic Republic of the Congo 200167	10/11/2010	149,715,985	463,265,643
108240	Emergency Support to the Population Affected by Insecurity in the Haut Uele District in Oriental Province of the DRC	04/05/2009	15,061,179	55,458,171
200186	Emergency Support to Populations Affected by Insecurity in Haut and Bas-Uélé Districts in Oriental Province of DRC	29/12/2010	8,944,172	26,580,848
200362	Emergency Support to Populations Affected by Insecurity in Haut and Bas Uélé Districts in DRC	30/11/2011	15,735,039	53,722,613
200456	Logistics Cluster Coord. and road infrastructure repairs in support of WFP and the humanitarian community in DRC	06/07/2012	n.a.	3,071,602
200480	Emergency Support to Internally Displaced Pop. in Eastern DRC	07/09/2012	29,875,207	80,939,264
200540	Targeted Food Assistance to Victims of Armed Conflict and other Vulnerable Groups	17/05/2013	164,215,795	458,650,623
200547	Emergency Food Assistance for Central African Republic Refugees in the Equateur Province of	19/03/2013	n.a.	1,408,380
200504	Provision of Humanitarian Air Services in DRC	n.a.	n.a.	22,000,519
Total	67 Operations		910,192,841	2,708,625,843

Source: WFP Historical database, WFP The Factory, SPR's

Annexe 8: Bibliographie

Library DRC Country Portfolio Evaluation			
File name	Author	Date	Pages
1 - Documents relative to the evaluation exercise			
WFP Evaluation Policy	WFP OEV	2008	16
Code of Conduct for Evaluation in the UN System	UNEG	2008	8
Evaluation Quality Assurance System			
1.1 Inception Report			
Template + Quality Checklist	WFP OEV		
1.2 Evaluation Report			
Template + Quality Checklist	WFP OEV		
1.3 Technical Notes			
TN - Evaluation matrix	WFP OEV		
TN - Example Evaluation matrix for CPE	Linda G. Morra and Ray C., The Road to Results		1
TN - Logical framework	WFP OEV		2
TN - Evaluation criteria	WFP OEV		2
TN - Stakeholders Analysis	WFP OEV		1
TN - Team members work plan and proposed stakeholders meeting	WFP OEV		1
TN - Conducting evaluations in situations of conflict & fragility	WFP OEV		3
Terms of Reference			
2 - Government Docs.			
Enquête Démographique et de Santé (EDS-RDC)	Ministère du Plan	2008	500
MICS	Gouvernement/UNICEF	2010	
Plan Intérimaire de l'Education 2012-2014	Ministère de l'Enseignement	Jun-12	110
Document de la Strategie de Croissance et la Reduction de la Pauvrete 2011-2015	Ministère du Plan	2011	125
Rapport de la Banque Mondiale	Banque Mondiale	2009	
Plan Quienquennal de Croissance et de l'Emploi 2011-2015	GoV.	2011	95
3 - WFP DRC			
3.1 Operations			
PRRO 200540 - Project doc., Resource Situation, Budget Revision	WFP		
IR-EMOP 200547 - Project doc.	WFP		
EMOP 200480 - Project doc., Standard Project Reports, Resource Situation	WFP		
SO 200456 - Project doc., Standard Project Reports, Resource Situation	WFP		
EMOP 200362 - Project doc., Standard Project Reports, Resource Situation & BR	WFP		
EMOP 200186 - Project doc., Standard Project Reports, Resource Situation	WFP		
PRRO 200167 - Project doc., Standard Project Reports, Resource Situation & BR	WFP		
EMOP108240 - Project doc., Standard Project Reports, Resource Situation & BR	WFP		
PRRO 106080 - Project doc., Standard Project Reports, Resource Situation & BR	WFP		
SO 105560 - Project doc., Standard Project Reports, Resource Situation & BR	WFP		

3.2 Assessment Reports			
Analyse globale de la securite alimentaire et de la vulnerabilite	WFP & DRC GoV.	2008	85
Eval. rapide de la securite alimentaire des refugies au Depart. de la Likouala	WFP, UN & DRC GoV.	Nov-09	12
Resultats de l'enquete sur la securite aliment. des menages dans la province de l'equateur	WFP & DRC GoV.	Apr-12	11
Résultats de l'enquête approfondie sur la sécurité alimentaire des ménages dans la province du Kasaï occidental	WFP & DRC GoV.	Oct-11	7
Resultats de l'enquete approfondie sur la securite alimentaire des menages dans la province du katanga	WFP & DRC GoV.	Sep-12	14
Resultats de l'enquete approfondie sur la securite alimentaire des menages dans la province du Maniema	WFP & DRC GoV.	May-12	12
3.3 Evaluations			
Evaluation de l'Intervention Prolongée de Secours et de Redressement 106080	WFP OEV	2009	150
Rapport Succint - Evaluation de l'Intervention Prolongée de Secours et de Redressement 10608.0	WFP OEV	2009	16
Note d'information sur l'aide du PAM aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays dans la République démocratique du Congo	WFP OEV	2004	13
PPT - Evaluation of WFP Gender Policy, WFP DRC Country Office Case Study	WFP OEV	2013	12
Evaluation of WFP Gender Policy - DRC Aide Memoire	WFP OEV	2013	31
4 - WFP docs.			
4.1 WFP Policies			
Strategic Plan 2014-2017	WFP	May-13	37
Concept note - WFP's next Strategic Plan 2014-2017	WFP	Nov-12	10
Strategic Plan 2008-2013	WFP		36
Strategic Plan 2008-2011	WFP	May-08	23
Strategic Plan 2006-2009	WFP	Jun-05	43
WFP Policy on Disaster risk reduction and management	WFP	Oct-11	20
WFP Nutrition Policy	WFP	Jan-12	23
Follow-up to WFP Nutrition Policy	WFP	May-12	7
HIV Policy	WFP	Oct-10	22
WFP Gender Policy	WFP	2009	15
WFP Gender Policy - brief	WFP	2009	2
Vouchers and cash transfers as food assistance instruments : opportunities and challenges	WFP	Sep-08	20
Voucher and Cash Transfers as Food Assistance Instruments	WFP	Sep-08	20
Update on implementation of policy on C&V transfers	WFP	Jun-11	12
Update on the implementation of WFP's SF policy	WFP	Apr-11	18
School Feeding Policy	WFP	Oct-09	27
School feeding policy Investment case manual	WFP		23
Overview presentation SF policy Part I	WFP	2012	
Overview presentation SF policy Part II	WFP	2012	
Strategic Results Framework	WFP	2009	15
Stratfig results framework, 2011 revised version	WFP	2011	11
Implementation of WFP's Strategic Results framework	WFP	Jan-10	19
WFP draft Strategic Results framework 2014-2017	WFP	May-13	13
Programme Design Framework	WFP	Nov-12	39
Program Category Review	WFP	Jun-10	17
Management Results Framework_2011	WFP		6
Consolidated framework of WFP policies	WFP	Oct-09	40
Capacity Development Policy			
4.2 Nutrition			
a. PPT Technical workshop on nutrition	WFP	May-12	51
b. PPT Technical workshop on nutrition	WFP	May-12	82

4.5 School Feeding			
Rethinking School Feeding	WFP/WB	2009	5
Sustainable School Feeding: Lifting school children out of the hunger trap	WFP	Nov-09	4
School feeding factsheet	WFP		
School feeding and nutrition 2010	WFP	2010	5
School feeding flier (with links)	WFP		2
State of School Feeding Worldwide	WFP	2013	144
4.6 Refugees			
Refugees - extracted from WFP Programme Guidance Manual, Refugees	WFP		
Joint assessment guidelines	WFP/UNHCR	Jun-04	
4.7 Food Security			
Fodd Distribution Guidelines	WFP		101
The State of Food Insecuirty in the World	WFP/ FAO/ IFAD	2012	56
FSMS Indicators Compendium	WFP	2010	71
FSMS technical guidance	WFP	2012	86
4.8 Capacity Development			
Operational Guide to Strengthen Capacity of Nations to Reduce Hunger (2010)	WFP		
Capacity Development Kit	WFP		
4.9 Beneficiary Definition			
Guidance Note on Beneficiary Definition Counting	WFP		
4.10 Gender			
WFP Gender Policy Corporate Action Plan (2010 2011)	WFP	2009	22
Update on the implementation of the WFP gender policy : corporate action plan (2010-2011)	WFP	2012	10
Women and WFP	WFP	2011	12
Annex 5 : Gender from CPE Afghanistan (example)	WFP/OEV	2012	
4.11 Purchase for Progress			
DRC Factsheet	WFP	Nov-12	3
Country programme Profile	WFP	2010	6
Country Implementation Plan	WFP	2010	40
Quarter Reports 2011-2013	WFP		
5 - DRC docs. from external sources			
5.1 UNDAF			
DRC-UNDAF 2013-2017	UN & GoDRC	2012	
UNDAF 2007-2010	UN & GoDRC	2007	
Resident Coordinator Annual Report		2011	5
Plan d'Action Humanitaire DRC 2013	UNDP	2013	44
5.2 FAO			
Country Brief	FAO		
Foreign Agricultural Investment in DRC	FAO	2012	24
5.3 UNAIDS/WHO			
Epidemiology factsheet	UNAIDS	2	
DRC Health Profile	UNAIDS	2	
Global health sector strategy on HIV AIDS 2011-2015	WHO	2011	48
Guidelines on HIV and Infant Feeding	UNAIDS	2010	58
5.4 UNHCR			

Global Report - DRC	UNHCR	2010	
Global Report - DRC	UNHCR	2009	
Global Appeal - DRC	UNHCR	2012-13	
Global Appeal - DRC	UNHCR	2011	
Refugee Map	UNHCR	2007	
5.5 UNICEF			
Humanitarian Action Report	UNICEF	2012	10
UNICEF in action - Programmes in DRC	UNICEF		3
Investing in agricultural productivity to enhance food security and pro-poor growth	IFPRI		3
Recent Developments in Agricultural Research	IFPRI		
5.6 Others			
Leadership, Peace, Stability and Prosperity in the DRC	USIP	2013	12